

appeler la critique et espérons qu'un jour, du choc de la discussion jaillira l'étrincelle.

## I

Nous ne craignons pas d'être taxé d'esprit paradoxal si nous disons qu'il règne un malaise général dans notre province. Les affaires commerciales y vont de mal en pis, l'industrie est en souffrance, l'agriculture se lamente, l'argent devient de plus en plus rare, l'émigration aux États-Unis prend des proportions énormes sans trouver de compensation dans l'immigration, enfin le chiffre de notre population reste stationnaire.

Le chef du département des statistiques à Ottawa, a admis tout dernièrement qu'il y a plus de New-Brunswickois aux États-Unis que dans le Nouveau-Brunswick lui-même. Dans le cours des dix dernières années, la population de cette province-là n'a augmentée que de 61 âmes ! Dans notre propre province, on ne compte pas moins de 27 comtés dont la population a diminué, et de 32 autres comtés où elle est restée absolument stationnaire, Cinq comtés seulement ont vu augmenter le total de leurs habitants. La surprise a été grande lorsqu'on a découvert que dans cette belle province d'Ontario, dont le sol est si fertile et qui jouit de conditions climatériques si favorables, il n'y avait pas moins de 39 comtés dont la population avait également diminué.

Et pourtant, depuis quatre ans, le gouvernement fédéral a dépensé plus de deux millions de piastres pour encourager l'immigration ! Grâce à ces subsides, il nous est arrivé en ces quatre années 900,000 Européens. Mais c'est tout au plus si 90,000 de ces étrangers sont restés parmi nous. Tous les autres n'ont fait que passer sur notre sol pour se hâter d'aller s'établir aux États-Unis.

Ainsi, non contents d'envoyer à la république voisine la crème de notre population, notre jeunesse de 20 à 40 ans, que nous avons eu la peine d'élever, nous faisons venir à grands frais des masses d'Européens, pour qu'ils aillent grossir le chiffre déjà si énorme de l'immigration aux États-Unis !

Même s'il ne nous arrivait pas un seul immigrant de l'ancien monde, si nous ne devons compter, comme les vieux pays d'Europe, que sur cet accroissement naturel de la population qui provient de la supériorité du chiffre des naissances sur celui des décès, la province du Nouveau-Brunswick devrait compter aujourd'hui 80,000 habitants de plus qu'elle n'en a, celle de Québec 230,000, et celle d'Ontario 300,000.

Les statistiques que nous venons de donner sont d'autant plus surprenantes que le Canada n'est pas un de ces pays d'Europe d'où les populations s'enfuient parce qu'elles y sont trop denses, parce que leurs terres, cultivées depuis tant de siècles, sont épuisées, parce que le fardeau des armées permanentes et des budgets énormes, fruits de guerres séculaires, les écrasent littéralement. Non, le Canada est un des pays les plus vastes du Nouveau-Monde, la plus grande partie de son étendue est encore

couverte de forêts vierges, son sol est des plus fertile, et si sa population actuelle était décuplée, elle pourrait, alors même, se mouvoir à l'aise dans ses immenses limites.

Quand un médecin découvre chez une personne des symptômes alarmants, il n'hésite pas à dire que cette personne est malade, et il se met aussitôt à chercher quel est le mal dont souffre son patient et par quel traitement il pourra le combattre avec succès.

## II

Ainsi, chacun a admis depuis longtemps que le peuple canadien, considéré comme un être collectif, ne se trouve pas dans de bonnes conditions de santé ; mais les avis ont été partagés au sujet du traitement auxquels il serait bon de le soumettre. Les uns ont préconisé la Politique Nationale, c'est-à-dire la protection de l'industrie canadienne ; mais, après douze années de ce régime, toute personne désintéressée est obligée de reconnaître que ce remède a été impuissant à arrêter les progrès du mal.

D'autres ont recommandé la réciprocité illimitée. Peut-être qu'on arriverait à la guérison par l'emploi de ce spécifique ; mais à quoi bon s'attarder à des considérations qui ne peuvent nous mener à aucun résultat politique ? Lors même que les libéraux canadiens arriveraient au pouvoir, les États-Unis ne nous accorderaient jamais la réciprocité illimitée ; or nous ne voulons à aucun prix de la réciprocité commerciale qu'ils nous offrent, — plutôt la mort nationale, plutôt devenir Américains de nom, puisque nous le serions de fait.

Le Canada, en présence de ces deux réciprocités, est donc dans la situation d'un célibataire à la recherche d'une compagne, et qui s'en irait trouver son voisin, père de deux jeunes filles :

— " Donnez-moi votre cadette, lui dirait-il, pour que j'en fasse ma femme. "

— " Nenni, lui répondrait l'autre, tu ne l'auras jamais, quelques démarches que tu fasses, entends-tu bien ? Mais si l'aînée te convenait, tu pourrais la prendre. "

— " En ce cas, repartirait le jeune homme, je ne ferai pas d'épousailles chez vous, et je vais m'adresser ailleurs. "

C'est dans cette position fâcheuse que se trouve le Canada. Il est bon de le répéter sur tous les tons, parce qu'il y a encore un grand nombre de gens qui se font illusion au sujet de la réciprocité illimitée. A quoi bon les bercer de fausses espérances ? Quand un bébé crie et tempête, demandant la lune de toutes ses forces, sa nourrice, anxieuse de le faire taire, lui promet de la lui donner sur l'heure. Peut-être est-ce là une supercherie excusable, bien que certains moralistes prétendent qu'on ne devrait jamais mentir même aux enfants. Mais serait-il prudent de la part d'un parti politique de traiter tout un peuple en bébé ? " Au bout du fossé la culbute, " dit un sage proverbe ; le jour arriverait où l'électorat canadien, s'apercevant qu'on l'aurait indignement joué, traiterait le trompeur avec mépris. Nous croyons rendre un service signalé au parti libéral en soulevant le voile sous lequel se cache l'avenir et en lui faisant voir les dangers qu'il courrait s'il